



Josefina Tunki, la première femme présidente des peuples Shuar Arutam (PSHA), se dresse avec d'autres femmes Shuar de la PSHA et d'autres organisations autochtones en Équateur devant le ministère de l'environnement lors d'une manifestation contre Solaris Resources et un nouveau décret minier en le pays. Source : CGPSHA

## Points forts des réalisations de l'année 2021

### *Campagnes internationales – Tenir les intervenants de l'État et des entreprises canadiens responsables de leurs activités à l'étranger*

#### **Cartographier les coûts de l'exploitation minière des métaux de transition énergétique dans les Amériques**

En 2021, en collaboration avec Atlas des conflits pour la justice environnementale, nous avons documenté en coordination avec plus de 30 communautés et organisations à travers les Amériques les coûts sociaux et environnementaux de l'exploitation minière des métaux de transition énergétique tels que le cobalt, le lithium et le graphite. Nous avons présenté les résultats de 25 études de cas provenant de neuf pays (Argentine, Chili, Bolivie, Pérou, Équateur, Panama, Mexique, États-Unis et Canada) dans une carte en ligne et un rapport d'accompagnement, montrant que le boom minier « vert » s'étend rapidement dans des aires sensibles sur le plan culturel et écologique.

#### **Demander justice pour les défenseurs de l'environnement au Mexique**

En 2018, Mines Alerta a contribué au dépôt d'une plainte auprès du Bureau du commissariat à l'intégrité du secteur public, demandant instamment la tenue d'une enquête sur la question de savoir si l'ambassade du Canada avait mis en danger la vie de Mariano Abarca, défenseur de l'environnement mexicain assassiné, en

faisant pression au nom de Blackfire Exploration. En novembre 2021, après une série de décisions refusant d'enquêter sur les actions et les omissions de l'ambassade, nous avons porté l'affaire devant la Cour d'appel fédérale. Nous avons publié un éditorial dans le Hill Times sur la nécessité pour le gouvernement de rendre des comptes lorsqu'il facilite les intérêts commerciaux canadiens à l'étranger. Nous avons majoré les revendications de la famille et nous avons facilité la mise en place d'un espace où la parenté et les sympathisants de M. Abarca au Mexique pouvaient écouter les procédures judiciaires qui se déroulaient au Canada.

#### **Plaidoyer en faveur de consultations sans violence au Guatemala**

Après qu'un représentant de Xinka à la consultation organisée par l'État sur la mine d'Escobal ait été abattu en janvier 2021, nous avons prié l'ambassade du Canada de condamner les attaques. Nous avons coordonné une lettre signée par 195 organisations internationales réclamant la tenue d'une enquête et la fin de l'ingérence de Pan American Silver dans la région. En mai, à la veille de l'assemblée des actionnaires de l'entreprise, nous avons rassemblé des voix du Guatemala, de l'Équateur et du Mexique dans le cadre d'un forum en ligne pour parler de l'héritage de Pan American Silver de dommages et de destruction de l'environnement.

## **Protéger les Andes**

En 2021, nous avons plaidé aux côtés du Comité de défense de l'eau et du páramo de Santurbán (Colombie) contre un procès d'arbitrage international de plusieurs millions de dollars intenté par Eco Oro Minerals Corp. contre l'État colombien. Nous avons participé à la Consultation régionale pour les Amériques sur les accords internationaux d'investissement et les droits de la personne afin de soutenir le Groupe de travail des Nations Unies sur les droits humains et le commerce dans son prochain rapport à l'Assemblée générale de l'ONU sur la négociation d'accords internationaux d'investissement compatibles avec les droits de la personne.

Nous avons collaboré avec Savia Roja en Équateur et CORAMBIENTE en Colombie sur une série d'ateliers d'agroécologie à l'intention des productrices rurales et autochtones, soulignant le rôle important que les productrices agricoles jouent dans le maintien de la biodiversité comme solution de rechange à l'exploitation minière industrielle nocive.

Nous avons exhorté Dundee Metals à respecter les résultats d'un référendum organisé à Cuenca où 80 % de la population a voté en faveur de l'interdiction de l'exploitation minière industrielle dans les bassins versants avoisinants. Nous avons

demandé à l'entreprise de cesser de tenter de saper les processus décisionnels locaux alors qu'elle poursuit son projet Loma Larga. Nous avons déposé une demande d'accès à l'information et fait appel pour obtenir l'étude d'impact environnemental de la mine et nous avons collecté des fonds pour engager un expert externe qui serait chargé de l'évaluation.

## **Empêcher l'exploitation minière des grands fonds marins**

En septembre 2021, la société canadienne DeepGreen s'est rebaptisée The Metals Company lorsqu'elle est devenue publique afin de réunir les capitaux nécessaires pour commencer l'exploitation minière en haute mer. Nous avons fait part de nos inquiétudes dans des lettres adressées à la Commission des valeurs mobilières des États-Unis concernant les allégations de TMC obligeant l'entreprise à réviser ses documents S-4 à plusieurs reprises afin de refléter plus précisément les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance. En collaboration avec Oceans North, MiningWatch a préparé une lettre ouverte à six ministres qui a été approuvée par 17 grandes organisations canadiennes de conservation et autochtones, ainsi qu'une pétition parlementaire demandant au Canada d'appuyer un moratoire sur l'exploitation minière des grands fonds marins.

## **L'efficacité de la réglementation au Canada – Renforcer les lois qui visent à faire respecter les normes environnementales, sociales et économiques.**

### **Faire progresser les mécanismes obligatoires de diligence raisonnable en matière de droits de la personne au Canada**

En 2021, nous avons soutenu le Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE) dans la rédaction d'un modèle de législation sur des normes de diligence raisonnable en matière de droits de la personne au Canada (DRDH), une loi qui obligerait les entreprises canadiennes à identifier, à empêcher, et à rendre compte des risques pour les droits de la personne et de l'environnement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et qui accorderait accès aux tribunaux canadiens aux victimes globales lésées par leurs activités. Nous avons obtenu le soutien des partenaires pour la législation type et rédigé des études de cas en prévision du lancement d'un projet de loi d'initiative parlementaire en 2022.

### **Protéger les aires touristiques et écologiques contre l'exploitation minière au Québec**

Nous avons soutenu le Regroupement de protection des lacs de la Petite-Nation (RPLPN), un groupe qui représente plus de 1 000 propriétaires fonciers dans les Laurentides, en sensibilisant la population au boom de l'exploitation minière du graphite dans cette région et en intensifiant les revendications de la communauté visant à inciter le gouvernement du Québec à protéger les aires touristiques et écologiques de l'exploitation minière. En décembre, nous avons soutenu le RPLPN en annonçant que les 25 municipalités du comté régional de Papineau ont adopté des résolutions contre le développement minier dans les aires touristiques et récréatives.

### **Modernisation des lois sur les mines en Colombie-Britannique**

En collaboration avec la BC Mining Law Reform Network (BCMLR), nous avons publié un rapport mettant en évidence les façons dont la Colombie-Britannique ne respecte pas la norme de consentement autochtone pour l'exploitation minière. En octobre, nous avons coordonné une réponse conjointe pour soutenir l'action en justice, première du genre, de la nation Gitxaala contre le régime de jalonnement de claims miniers à « entrée libre » et nous avons exhorté le gouvernement de la Colombie-Britannique à moderniser la Mineral Tenure Act. En novembre, nous avons dirigé la coordination d'une lettre ouverte signée par des investisseurs internationaux gérant quelques 1,1 trillion de dollars d'actifs, demandant instamment des progrès plus rapides en matière de consentement autochtone et de réforme minière en Colombie-Britannique.

### **Sauver huit lacs du Québec de la destruction par les résidus miniers**

À la grande satisfaction des nombreuses organisations qui ont pris part à l'examen environnemental et aux audiences à l'automne 2020, la Commission du BAPE a recommandé au gouvernement du Québec de ne pas autoriser le permis d'expansion de Champion Iron pour sa mine de fer du Lac Bloom jusqu'à ce que l'entreprise revoise son plan minier et propose des solutions de rechange pour éviter de déverser les résidus miniers dans les huit lacs et de les détruire. Mines Alerte a coordonné la réponse publique à cette grande victoire de l'organisation à base citoyenne.

## **Construction d'un mouvement – Travailler en solidarité pour opérer un changement**

### **Améliorer l'accès aux services techniques pour prévenir les impacts néfastes de l'exploitation minière**

Nous avons poursuivi nos efforts en ce qui concerne le développement de la base de données Find An Independent Mining Expert (FAIME), dont l'objectif est de fournir un inventaire des experts mondiaux pouvant être embauchés afin de soutenir les communautés et les organisations touchées par l'exploitation minière. En 2021, le Comité consultatif et le Comité de gestion ont été formellement établis pour faire progresser la mission, la vision et le développement de FAIME, notamment l'achèvement du Guide d'information.

### **Défendre l'obligation du Canada de protéger les droits de la personne aux Philippines**

En février 2021, une pétition parlementaire rédigée par Mines Alerte en collaboration avec l'International Committee on Human Rights in the Philippines-Cana-

da a été déposée, priant le Canada de mettre fin aux flux financiers vers les Philippines qui servent à opprimer les défenseurs de l'environnement et des droits de la personne, y compris ceux qui s'opposent à OceanaGold. La pétition demandait également au gouvernement de mandater l'ambassade du Canada pour qu'elle assume son devoir lorsqu'il s'agit de protéger les défenseurs des droits de la personne et d'accorder au Bureau de l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises les pouvoirs nécessaires pour enquêter sur les allégations d'abus. En mai, nous avons témoigné devant le Sous-comité des droits internationaux de la personne et nous avons présenté un mémoire sur la situation actuelle aux Philippines.

### **Critiquer les plans d'expansion de Barrick Gold à sa mine de Pueblo Viejo, en République dominicaine**

En août 2021, lorsque le gouvernement dominicain a annoncé son intention d'engager un entrepreneur tiers pour procéder à l'évaluation environnementale du projet d'expansion de la mine d'or de Pueblo Viejo de Barrick Gold, nous avons son-

né l'alarme sur l'illégalité et le conflit d'intérêt d'une démarche de ce genre. En octobre, nous nous sommes joints à 44 organisations de 17 pays pour envoyer une lettre au ministère de l'Énergie et des Mines ainsi qu'au ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles de la République dominicaine, exprimant notre solidarité avec les communautés locales et demandant au gouvernement d'arrêter l'expansion.

### **Dénoncer les violations des droits de la personne en Équateur**

En août, nous avons rédigé une lettre signée par 136 organisations équatoriennes et canadiennes adressée à Sylvie Bédard, ambassadrice du Canada en Équateur, lui demandant de dénoncer publiquement les menaces de mort proférées par un employé de Solaris Resources à l'encontre de la présidente du Peuple Shuar Arutam, Josefina Tunki, et de ses collègues, ainsi que les autres violations des droits de la personne commises par l'entreprise.

## **Communications et défense des intérêts – Livrer le mot, renforcer la crédibilité, assurer la pertinence**

### **Mise en évidence du lien entre la pandémie de COVID-19 et l'exploitation minière**

La pandémie de COVID-19 a un impact dévastateur à travers le monde sur tous les aspects de la vie. Mais, loin de faire preuve de prudence, le secteur minier profite de la crise pour réaliser des gains de diverses manières. En juin 2020, nous avons publié un rapport conjoint avec un consortium d'alliés internationaux intitulé : « Voices from the Ground: How the Global Mining Industry is Profiting from the COVID-19 Pandemic » sur ces questions. À l'occasion de la publication du rapport, nous avons mené une campagne internationale qui a recueilli plus de 300 signatures d'organisations du monde entier condamnant le comportement des entreprises et des gouvernements pendant la pandémie. Nous avons également soutenu des efforts de mobilisation locale et des actions urgentes pour les communautés et les mineurs touchés par la pandémie en Argentine, en Équateur, au Guatemala et au Pérou.

### **Demander aux sociétés minières de rendre des comptes sur la contamination de l'eau au Brésil**

À la suite d'une brèche survenue en mars 2021 à la mine Aurizona d'Equinox Gold, nous avons financé une surveillance indépendante de l'eau. À la demande du Movement of People Affected by Dams (MAB), nous avons remis à Equinox Gold une lettre commune signée par plus de 60 organisations, l'exhortant à résoudre les problèmes actuels liés au manque d'accès régulier à l'eau potable pour les communautés affectées. Entretemps, l'entreprise canadienne Belo Sun a poursuivi ses efforts pour faire progresser son projet Volta Grande le long de la rivière Xingu. Nous avons co-rédigé une lettre de préoccupation à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, attirant l'attention sur les tentatives répétées de Belo Sun visant à minimiser les risques socio-environnementaux, juridiques et financiers du projet.

### **Accroître l'imputabilité pour améliorer la sécurité des parcs à résidus miniers dans l'industrie minière**

Au début de l'année 2021, nous avons contribué à la coordination de la rédaction et de la signature d'une lettre exhortant le Programme pour l'environnement des Nations Unies (PENU) à créer une agence indépendante, crédible, transparente et dotée de ressources suffisantes pour mettre en œuvre et faire respecter des pratiques et des réglementations sûres en matière d'élimination des résidus miniers dans le monde entier. La lettre a été co-signée par 15 organisations régionales, nationales et internationales représentant un sous-ensemble des 150 signataires des Lignes directrices : la sécurité avant tout. Le PENU a répondu favorablement et a invité un délégué de la société civile de notre groupe (ainsi qu'un représentant autochtone et un représentant syndical) à participer à la création de cette nouvelle agence.

### **Les membres en 2021**

1. L'Alliance de la Fonction publique du Canada
2. Alternatives North
3. Ami(e)s de la Terre
4. Bathurst Sustainable Development
5. Canadian Environmental Law Association (CELA)
6. Développement et Paix
7. L'Église Unie de Canada
8. Femmes autochtones du Québec
9. Fonds de justice sociale de Unifor
10. Fonds humanitaire des Métallos
11. Friends of the Stikine Society
12. Inter Pares
13. Kairos - initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
14. Mixedwood Forest Society
15. La Nation Innu
16. Nature Canada
17. Northwatch
18. Polaris Institute
19. Rivers Without Borders
20. Sierra Club of Canada
21. Société pour la nature et les parcs (SNAP)
22. Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
23. Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)
24. Watershed Sentinel Educational Society
25. Yukon Conservation Society (YCS)

### **Le Conseil d'administration en 2021**

Co-Président(e)s : Jean Symes, Ottawa, Ontario  
Donna Ashamock, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug

Trésorier : Ian Thomson, Ottawa, Ontario

Secrétaire : Esperanza Moreno, Montréal, Québec

Directeurs : Natalie Clifford, Halifax, Nouvelle-Écosse  
Justin Connidis, Kingston, Ontario  
Chris George, Fredericton, Nouveau-Brunswick  
Tracy Glynn, Fredericton, Nouveau-Brunswick  
Tara Lamothe, Victoria, Colombie-Britannique  
Isabelle Ménard, Montréal, Québec  
Elysia Petrone Reitberger, Thunder Bay, Ontario  
Hilu Tagoona, Baker Lake, Nunavut

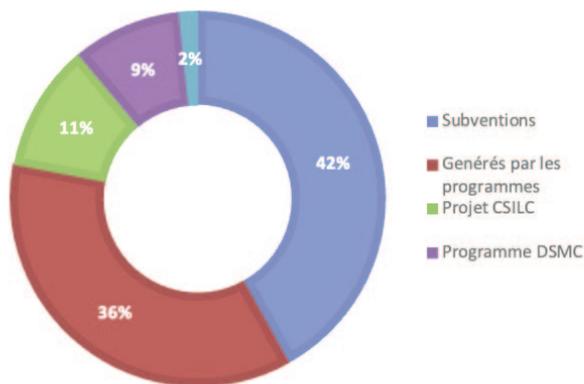
### **Le personnel en 2021**

- Catherine Coumans, coordonnatrice du programme d'Asie-Pacifique
- Val Croft, coordonnatrice aux communications
- Kirsten Francescone, coordonnatrice du programme d'Amérique Latine
- Viviana Herrera, coordonnatrice du programme d'Amérique Latine par intérim
- Jamie Kneen, coordonnateur aux communications et à la sensibilisation
- Ugo Lapointe, coordonnateur du programme canadien
- Diana Martin, coordonnatrice au développement des ressources et à l'administration

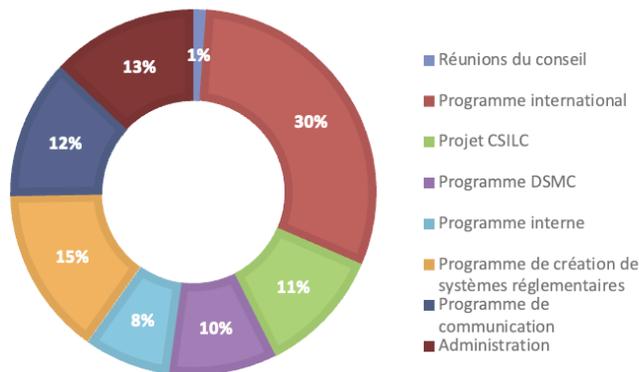
**MININGWATCH CANADA / MINES ALERTE CANADA**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>ACTIFS À COURT TERME</b>		
Encaisse	398 293 \$	664 899 \$
Investissements à court terme	118 298	118 062
Débiteurs	91 030	63 189
À recevoir de Canary Research Institute	131 903	79 393
Frais payés d'avance	13 084	2 198
	752 608	927 741
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
	1 029	1 345
	753 637 \$	929 086 \$
<b>PASSIFS À COURT TERME</b>		
Créditeurs et charges à payer	32 675 \$	165 473 \$
Remises gouvernementales à payer	10 467	10 882
Revenu reporté	383 083	440 781
	426 225	617 136
<b>ACTIFS NETS</b>		
Fonds de réserve - intérieurement affectés	207 000	202 000
Fonds de défense juridique - intérieurement affectés	25 000	25 000
Actifs nets non affectés	95 412	84 950
	327 412	311 950
	753 637 \$	929 086 \$

**REVENUS**  
**1 071 128 \$**



**DÉPENSES**  
**\$1055 666**



(S'il vous plaît noter que les états financiers vérifiés sont disponibles séparément.)

**L'organisation remercie pour leur soutien les organisations suivantes :**

The 11th Hour Project of The Schmidt Family Foundation  
 Boreal Songbird Initiative  
 Echo Foundation  
 L'Église Unie du Canada  
 Fidelity Gift Fund  
 Le fonds de justice sociale d'Unifor

Le fonds du Primat pour le secours et le développement mondial  
 Ford Foundation  
 Inter Pares  
 Syndicat canadien de la fonction publique  
 Tides Canada Foundation  
 Western Organization of Resource Councils Education Project